

Drogues, enjeux internationaux



LES CARTELS MEXICAINS : DE L'AMÉRIQUE LATINE À L'EUROPE

Jean-Charles Olvera

Office central pour la répression du trafic illicite des stupéfiants

Michel Gandilhon

Observatoire français des drogues et des toxicomanies

Depuis le début des années 2000, le Mexique, pays le plus peuplé de l'Amérique latine après le Brésil, avec plus de 112 millions d'habitants¹ et dixième puissance économique de la planète, est confronté à ce que de plus en plus de spécialistes de la région appellent une « insurrection criminelle » [1]. Celle-ci aurait fait, selon diverses sources, entre 50 000 et 60 000 morts et 10 000 disparus [2]. Certaines fractions du territoire de ce pays sont plongées dans un chaos encore plus grave que celui qui règne dans des pays connaissant des conflits dits classiques comme l'Afghanistan ou l'Irak². Pire même, ce conflit s'étend à de nombreux pays d'Amérique centrale tandis que les organisations criminelles qui en sont à l'origine s'internationalisent. Si le transit de la cocaïne produite dans trois grands pays producteurs de l'Amérique andine (Colombie, Pérou, Bolivie) en direction du marché nord américain – estimé à 37 milliards de dollars, le plus important au monde – [3] est au cœur du conflit en cours, il n'en constitue pourtant qu'un élément.

Production et transit des drogues

Aujourd'hui, en effet, et on a tendance à l'oublier trop souvent, le Mexique figure parmi les grands pays producteurs de substances illicites. Ainsi,

ce pays est le troisième producteur mondial d'héroïne et d'opium, derrière l'Afghanistan et la Birmanie, et le plus gros producteur continental de marijuana, derrière le Paraguay. Selon les données de l'ONUDC, depuis quinze ans, la culture du pavot n'a cessé d'augmenter pour atteindre près de 20 000 ha en 2009, tandis que la production locale d'héroïne s'y développe dans des laboratoires contrôlés par les différentes bandes criminelles. Concernant la marijuana, la production d'herbe est à son plus haut niveau depuis le début des années 1990 puisque les surfaces cultivées atteignaient selon des dernières données disponibles remontant à 2009 près de 12 000 ha. En outre, le Mexique est en train de devenir un gros producteur de drogues de synthèse, et notamment de méthamphétamines³. Contrairement à ce qui se passe

1. Recensement officiel 2010, statistiques de l'Instituto Nacional de Estadística y Geografía, INEGI.

2. Dans certaines villes du Mexique comme Tijuana ou Ciudad Juárez, il y a plus de morts liés à la criminalité que dans des villes comme Kaboul ou Bagdad. Voir Michaël R. Roudaut, « Géopolitique de l'illicite : la nouvelle main invisible », *Diplomatie*, n° 50, mai-juin 2011.

3. La méthamphétamine est une drogue de synthèse, appartenant à la famille des stimulants, extrêmement puissante, dont la consommation s'est beaucoup développée aux États-Unis ces dernières années. En février 2012, l'armée mexicaine, dans l'État de Jalisco, à proximité de la ville de Guadalajara, a effectué la plus grosse saisie jamais réalisée jusque-là dans le monde, soit quinze tonnes, susceptibles d'engendrer sur le marché de détail près de trois milliards d'euros.

EN PRÉAMBULE

L'ambition de ce troisième numéro de *Drogues, enjeux internationaux* est de réaliser un état des lieux sur la véritable guerre criminelle que connaît le Mexique depuis une dizaine d'années. Au cœur de ce conflit se trouvent non seulement le transit des drogues, notamment de cocaïne, en direction du marché nord-américain, mais aussi le contrôle de la production de drogues (héroïne, marijuana, méthamphétamines) qui ne cesse de se développer dans ce pays. Aujourd'hui, en France, cette guerre, qui a fait des dizaines de milliers de victimes, reste largement ignorée.

Pourtant, même si la tragédie mexicaine paraît lointaine, l'Europe est plus que jamais concernée par ce qui se passe dans la dixième puissance économique de la planète. Le Vieux Continent est en effet dans la ligne de mire des trafiquants attirés par les perspectives de croissance importante du marché de la cocaïne porté par une demande en développement constant. Ainsi, les dernières études de l'ONUDC (Organisation des Nations unies contre la drogue et le crime) font apparaître que l'Europe, dans les prochaines années, détrônera les États-Unis. De quoi aiguïser certains appétits et notamment ceux des organisations mexicaines qui se situent désormais au cœur de ce segment de la mondialisation criminelle. Quoi qu'il en soit, la perspective d'une implantation durable en Europe des cartels se fait chaque jour plus concrète, et Europol, l'organisme en charge de la coordination des activités de la police, s'en inquiète. Ainsi son directeur adjoint Michel Quillé, a déclaré récemment : « En ce moment nous détectons une installation et une montée en puissance des cartels de la drogue mexicains, dont les têtes de pont tendent à remplacer leurs collègues colombiens. »

Au vu des méthodes du crime organisé mexicain, ce phénomène requiert d'ores et déjà une vigilance particulière de l'Union européenne.

Jean-Charles Olvera (OCRTIS)

aux États-Unis, où la production de cette drogue est le plus souvent réalisée par des microstructures, au Mexique celle-ci est le fait de laboratoires clandestins dits « à grande échelle » contrôlés par le crime organisé, notamment près des centres universitaires les plus importants (Guadalajara dans l'État de Jalisco), où sont régulièrement recrutés de jeunes chimistes nouvellement diplômés.

Cependant, le contrôle des points de passage de la cocaïne situés sur les 3 000 kilomètres de frontière qui séparent les États-Unis du Mexique est l'enjeu primordial de la guerre en cours. Depuis trente ans, les mesures de sécurité drastiques prises par les États-Unis en vue d'empêcher les flux de cocaïne de passer par la mer des Antilles ont fait du Mexique

et du corridor centre-américain la zone principale de transit de la cocaïne produite en Amérique du Sud. Selon des estimations de la DEA (Drug Enforcement Administration), 80 à 90 % de la cocaïne destinée au nord du continent [4] emprunteraient cette voie, ce qui incite les bandes criminelles à développer leur implantation dans les petits pays centre-américains et à prendre pied dans les pays producteurs (Colombie, Bolivie, Pérou).

Le premier « cartel »

C'est dans l'État de Jalisco, à Guadalajara, situé dans le centre-ouest du Mexique, que se développe dans les

années 1970 la première grosse organisation exportatrice de marijuana et d'héroïne. Elle est dirigée par un docteur en médecine, issu des rangs de la bourgeoisie mexicaine, Pedro Avilés Pérez, qui, en véritable précurseur, structurera véritablement le trafic en utilisant notamment le vecteur aérien.

À sa mort, en 1978, l'organisation du trafic sera reprise par Miguel Ángel Félix Gallardo, lequel lui donnera une dimension supplémentaire en adjoignant la cocaïne aux activités de l'organisation. Le premier grand cartel mexicain, le cartel de Guadalajara, vient de naître. Il constituera à la fois une matrice à d'autres bandes – sa décomposition donnera naissance aux cartels de Tijuana et surtout celui de Sinaloa – et un modèle organisationnel.

Les années 1990 marquent également un autre tournant majeur dans l'histoire du crime organisé au Mexique. En effet, d'acteurs relativement subordonnés aux cartels colombiens, les trafiquants mexicains vont devenir progressivement, et pour deux raisons principales, un élément décisif du commerce de la cocaïne en direction des États-Unis. D'une part parce que le Mexique va s'imposer comme une zone de transit difficilement contournable de la cocaïne destinée aux États-Unis du fait des difficultés rencontrées par les trafiquants colombiens pour passer par la mer des Antilles afin d'atteindre le sud de la Floride, et d'autre part parce que, au début des années 1990, le cartel de Medellín, lancé dans une guerre frontale contre l'État colombien, va essuyer des défaites qui vont aboutir à sa disparition ou tout au moins à son éclatement. Les organisations mexicaines vont alors occuper la place vacante et s'installer aux stades les plus lucratifs du commerce de la cocaïne : le marché de gros des principales métropoles américaines⁵. À l'heure actuelle, selon la DEA, les cartels mexicains les plus importants seraient présents dans près de 230 villes américaines, d'Atlanta en Géorgie à Anchorage en Alaska.

Si l'on prend en compte en outre le trafic de marijuana, d'héroïne et de méthamphétamine, aujourd'hui, le chiffre d'affaires annuel du crime organisé mexicain s'élèverait selon les estimations des experts américains à 30 milliards de dollars par an [4], ce qui fait desdites organisations les plus puissantes du continent et probablement du monde.

Repères historiques

Si l'aggravation spectaculaire des problèmes de sécurité liés au trafic de drogues ne remonte qu'à une dizaine d'années environ, le début de l'enracinement de l'économie des drogues est en revanche beaucoup plus ancien. C'est en effet au XIX^e siècle, à l'époque des débuts du développement de l'industrie au Mexique, avec l'arrivée de migrants chinois, consommateurs d'opium, que la culture du pavot se développe. Pendant toute une période, la production de la plante se limitera à la satisfaction des besoins internes de la communauté chinoise. Dans les années 1920, afin de subvenir à la demande croissante d'opium et d'héroïne aux États-Unis⁴, la production et le trafic se développeront tout en restant le monopole du crime organisé sino-mexicain. C'est seulement à partir des années 1930, avec la fin de la période la prohibition, que les bandes criminelles mexicaines – plutôt spécialisées dans la contrebande d'alcool en direction des États-Unis, et voyant, du fait de la légalisation de l'alcool, leurs affaires péricliter – vont s'intéresser à l'opium et à l'héroïne. Ainsi, le crime organisé autochtone, surfant sur la vague de xénophobie antichinoise qui secoue le pays, va chasser du marché les trafiquants d'origine asiatique afin de prendre le contrôle de la production à la fois d'opium et d'héroïne, localisée essentiellement dans l'État du Sinaloa, région qui reste aujourd'hui encore au cœur du *Triangulo Dorado* (Triangle doré) de la production de l'opium et de l'herbe de cannabis avec les États du Durango et de Chihuahua. La production connaîtra ensuite deux périodes de développement : dans les années 1940 pour répondre aux besoins de morphine de l'armée américaine engagée dans la Seconde Guerre mondiale, puis dans les années 1960 avec l'apparition du second grand cycle de consommation d'héroïne qui frappe les États-Unis. Au contraire de la production de pavot résultant de l'apport de communautés migrantes, la culture de la marijuana est une tradition locale enracinée notamment dans les pratiques et coutumes des populations indigènes. Cette production, inscrite jusque-là dans des limites certaines, va connaître un premier développement dans les années 1930 pour prendre son essor dans les années 1960 à l'époque du développement de l'usage de masse dans la société nord-américaine. À partir des années 1970, le Mexique profite largement des politiques d'éradication de la marijuana menées par les États-Unis en Colombie, laquelle est à l'époque un des premiers fournisseurs du marché américain [5]. Alors que les organisations colombiennes débutent leur reconversion dans la production et l'exportation de cocaïne, les bandes criminelles mexicaines, vont se spécialiser dans la production et l'exportation de marijuana en direction des États-Unis. Dès cette époque, toutes les problématiques liées à la « guerre à la drogue » sont déjà présentes. Face au développement de l'usage d'héroïne et de marijuana dans la société américaine, l'administration de Richard Nixon décide de créer, en 1973, une agence dédiée à la lutte contre les trafics, la DEA, et le gouvernement américain fait pression sur le Mexique afin d'impulser des politiques d'éradication de l'opium et du cannabis. En 1970, les premiers épandages de pesticides sur les cultures sont réalisés dans le cadre de déploiement spectaculaire et massif de l'armée dans l'État du Sinaloa tandis que les États-Unis mènent des opérations coup de poing dont la plus connue, l'opération dite Intercept, a lieu la même année : la frontière sud, notamment entre Tijuana et Ciudad Juárez, est quadrillée par l'armée pendant une quinzaine de jours et tous les convois de transport qui passent la frontière sont inspectés systématiquement par les Douanes.

4. À l'époque, le nombre d'usagers est estimé dans une fourchette comprise entre 100 000 et 300 000 personnes [1].

5. Un kilogramme de chlorhydrate de cocaïne se négocie actuellement en moyenne au Mexique 12 000 euros et peut atteindre 36 000 euros dans des villes comme New York. Le passage de la frontière permet donc de multiplier par trois la valeur de la marchandise. (DEA 2010)

Au trafic de drogues, il faut aussi ajouter d'autres activités illicites comme le trafic d'êtres humains (prostituées, migrants), les raptus contre rançons, la contrebande de pétrole et de bois et le blanchiment d'argent. Le 12 juin 2012, l'adjoint du chef des Zetas a été arrêté aux États-Unis alors qu'il dirigeait un élevage de chevaux pur-sang destiné à blanchir les millions de dollars engendrés par les activités de l'organisation.

Le tournant des années 2000

Jusqu'au début des années 2000, cette criminalisation rampante n'affectait pas directement la vie quotidienne des Mexicains. Deux facteurs vont venir bouleverser l'ordre apparent qui régnait. D'abord un facteur politique, qui tient à la fin de l'hégémonie absolue exercée par le PRI (Parti révolutionnaire institutionnel) [6] entre 1929 et 2000 sur la vie politique et... criminelle, moyennant une sorte de prélèvement de type tributaire sur le crime organisé. L'arrivée au pouvoir du président Vicente Fox, issu du Parti d'action nationale (PAN), va déranter la cohabitation relativement tranquille entre élites politiques et délinquantes dans un contexte où les États-Unis, dans le cadre de leur « guerre à la drogue », poussaient les nouvelles autorités au pouvoir à Mexico à lutter sérieusement contre les trafics. Le second facteur tient à la montée en puissance du cartel de Sinaloa tout au long des années 1990 et à la guerre qu'il déclenche contre le cartel du Golfe à peu près au moment des bouleversements politiques susmentionnés. Cette guerre, marquée par de nombreuses victimes et tranchant avec les méthodes relativement discrètes du crime organisé au Mexique, va inciter les nouvelles autorités à montrer leur fermeté dès 2000. L'arrivée au pouvoir de Felipe Calderón en 2006 ne fera que radicaliser la politique de guerre au crime organisé et aux cartels de la drogue notamment.

Les organisations criminelles aujourd'hui

L'essor du marché des drogues tout au long des années 1980, avec celui de l'usage de cocaïne aux États-Unis suivi ensuite par l'émergence des drogues de synthèse, va aiguïser et démultiplier les appétits. Cet essor du marché américain est couplé avec la croissance du marché intérieur des drogues mexicain. Depuis quelques années, l'usage de marijuana et de cocaïne progresse, ce qui a conduit, en 2009, le gouvernement à dépénaliser la détention de drogues destinées à l'usage personnel (jusqu'à 5 g pour la marijuana, un demi-gramme pour la cocaïne et l'héroïne).

Des années 1970, marquées par l'apparition du cartel de Guadalajara, à aujourd'hui, de nombreuses organisations vont naître et se développer afin de répondre à la demande sans cesse croissante venue du Nord. Ces organisations couvrent aujourd'hui la totalité des régions du Mexique en se focalisant sur les territoires les plus stratégiques en matière de production et de passage des drogues. C'est le cas notamment pour la cocaïne colombienne qui arrive par voie maritime par les deux immenses façades du pays que sont, à l'est du pays, le golfe du Mexique et, à l'ouest, la côte du Pacifique, ou par voie terrestre en empruntant le corridor centre-américain. L'autre grand territoire stratégique pour les cartels est représenté par les points de passage direct en direction des États-Unis que constituent les villes frontalières du nord (Tijuana, Ciudad Juárez, Nuevo Laredo et Reynosa notamment). Le contrôle de ces territoires est un enjeu vital pour ces organisations, lesquelles n'hésitent pas à se livrer à une véritable guerre soit afin de les protéger de la rapacité des bandes criminelles adverses soit pour les conquérir tout simplement afin de gagner des parts de marché. Ces luttes territoriales violentes redessinent en permanence les rapports de forces au sein du crime organisé en faisant émerger des vainqueurs et des vaincus, ces derniers pouvant disparaître de la scène ou se retrouver absorbés, dans le cadre d'une sorte de fusion-acquisition, par une organisation rivale. Aujourd'hui, il est possible de dégager deux grands vainqueurs de la guerre qui a cours au sein du crime organisé : le cartel de Sinaloa, dénommé aussi cartel du Pacifique ou encore La Federación, et les Zetas, lesquels se sont assujettis une multitude de *cartelitos*⁶, « petits cartels », correspondant le plus souvent à la zone géographique de l'État fédéré d'où ils sont originaires.

Sinaloa, le nouveau Medellín

Le cartel de Sinaloa est aujourd'hui considéré comme l'organisation criminelle la plus puissante au monde depuis la chute du cartel colombien de Medellín en 1993, en assurant notamment l'exportation de près de 200 tonnes de cocaïne par an sur le marché américain. Cette organisation, originaire de l'État éponyme, est née de l'éclatement du cartel de Guadalajara en 1989. Du Sinaloa, son foyer originel, elle a, au cours de ces dernières années, étendu son influence, en prenant en main la réception, le contrôle et le transfert de la cocaïne en provenance de Colombie, à toute la partie occidentale du Mexique, située le long de la côte du Pacifique. C'est dans cette région également que sont situées la majeure partie des plantations de marijuana et de pavot ainsi que la majorité des

laboratoires de fabrication de méthamphétamines et d'héroïne. L'organisation est dirigée par Joaquín Guzmán Loera alias « El Chapo », toujours en fuite après son évvasion suspecte de la prison fédérale de Puente Grande le 19 janvier 2001, et considéré au Mexique comme le Pablo Escobar local⁷.

En 2012, le cartel est présent dans 19 États mexicains, et son hégémonie sur l'ouest du Mexique serait presque totale puisque les deux autres grands cartels, Tijuana (ou cartel des Arellano-Félix) et Juárez (ou cartel des Carrillo-Fuentes), qui contrôlaient les deux points de passage principaux des drogues vers les États-Unis semblent avoir été vaincus par l'offensive des *Sinaloenses* et soient en cours d'absorption – effective pour Tijuana, en cours pour Juárez – par l'organisation de Joaquín Guzmán.

Los Zetas ou le narco-paramilitarisme

La deuxième grande organisation criminelle au Mexique est constituée par les Zetas dirigé par Heriberto Lazcano « El Lazca » et Miguel Ángel Treviño Morales « El Z-40 ». Cette bande est apparue en 1999 pour servir de bras armé au cartel du Golfe, le groupe qui, à l'époque, contrôlait la partie orientale du Mexique et était dirigé par Osiel Cardenas Guillen (arrêté le 14 mars 2003 puis extradé aux États-Unis). À l'origine, les Zetas proviennent de déserteurs des forces spéciales de l'armée mexicaine, les GAFES (Grupos Aeromoviles de Fuerzas Especiales), créés au début des années 1990, avec l'appui des États-Unis, pour lutter notamment contre l'insurrection zapatiste du sud du Mexique dans l'État du Chiapas.

En 2010, ce groupe, qui était censé protéger la zone d'influence du cartel du Golfe de l'intrusion de groupes rivaux, s'est autonomisé puis retourné contre son commanditaire. Depuis, leur savoir-faire militaire, couplé à une cruauté absolument sans limites, caractérisée notamment par des mises en scènes macabres (pendaisons, immolations, décapitations, fosses communes), souvent filmées pour être mises en ligne sur Internet – la dernière en date étant celle des 49 cadavres exposés décapités et démembrés le 13 mai 2012 à Cadereyta dans l'État du Nuevo León –, leur a permis d'infliger de rudes défaites au cartel du Golfe et de prendre le contrôle du trafic au nord-est du Mexique (Tamaulipas et Nuevo León), région très

6. Expression de l'atomisation de la délinquance organisée apparue comme adaptation aux opérations sécuritaires fédérales.

7. Pour un tableau de la carrière de Joaquín Guzmán Loera, voir le livre de Stéphane Quéré *Planète Mafias, les nouveaux parrains à l'assaut du monde*, La manufacture de livres, 2011.

importante puisqu'elle alimente en drogues le Texas et les agglomérations du sud-est des États-Unis, et d'essaimer vers le sud en direction du Yucatán. Aujourd'hui, alors que l'organisation est déjà présente dans 21 États mexicains, les Zetas essaient d'étendre leur influence dans les territoires contrôlés par le cartel de Sinaloa auquel ils livrent une guerre sans merci.

Enjeux sécuritaires

Face à cette situation, l'État mexicain et son voisin nord-américain – qui a classé le Mexique, en troisième position derrière l'Iran, dans la liste des pays susceptibles de fragiliser sa sécurité intérieure – ne pouvaient rester indifférents tant l'existence de ces groupes constitue une menace stratégique sérieuse pour les deux pays. En 2008, ils ont paraphé des accords de coopération dits de Mérida – du nom d'une ville du Yucatán où ils ont été signés – visant à lutter contre la criminalité organisée. L'accord prévoyait notamment, sur le modèle du Plan Colombie signé en 2000, une aide financière des États-Unis à hauteur de 1,4 milliard de dollars afin de renforcer la police fédérale et l'armée mexicaine. L'arrivée au pouvoir de Barack Obama n'a pas remis en cause cette politique puisque son gouvernement a fait voter une aide de 15 millions de dollars afin d'améliorer la formation de la police fédérale mexicaine. Cependant, au vu de la situation actuelle, il semble que ces investissements peinent à porter leurs fruits et n'aient pas réussi à empêcher la montée en puissance des cartels. Selon les investigations du chercheur Edgardo Buscaglia (Instituto de acción ciudadana), présentées le 2 janvier 2012,

71,5 % des municipalités du Mexique seraient contrôlées en effet par les trafiquants en 2011, contre 53 % en 2006.

Territoires hors de contrôle

Dans certaines régions, notamment le nord-est du pays, les bandes criminelles, capables de mobiliser de l'armement lourd, en provenance majoritairement du sud des États-Unis, concurrencent directement le pouvoir politique en exerçant un véritable monopole de la violence et en faisant régner leur ordre. Les confessions d'un membre des Zetas, arrêté en 2010, montrent que la prise d'un territoire obéit à une stratégie rigoureuse et bien définie, laquelle se déroule en quatre étapes :

1- arrivée sur le territoire et installation d'une équipe qui identifie et définit les affaires à réaliser puis qui prend en main les autorités locales par la corruption ou l'intimidation ;

2- mise en place d'un réseau d'informateurs afin d'être avisé de tout événement se produisant dans la zone ;

3- élimination physique des personnes non corrompibles et des concurrents ;

4- installation des membres de l'organisation pour le développement des activités.

À ces quatre étapes s'est ajouté un nouveau phénomène apparu dans la grande ville industrielle de Monterrey, située dans le nord-est du pays, à la fin de l'année 2010 : les *narcobloqueos* (« blocages narcos »). Cette méthode consiste à bloquer les accès routiers principaux d'une ville en plaçant des véhicules (particuliers, camions et/ou autobus volés) en travers des voies de circulation et d'appeler des jeunes délinquants locaux à manifester en brûlant ces véhicules. Le but est d'empêcher ou de ralentir l'entrée de la police et de l'armée.

Cette « guerre de guérilla », selon les propres termes des forces de sécurité, se développe dans toutes les zones urbaines que veulent contrôler les Zetas.

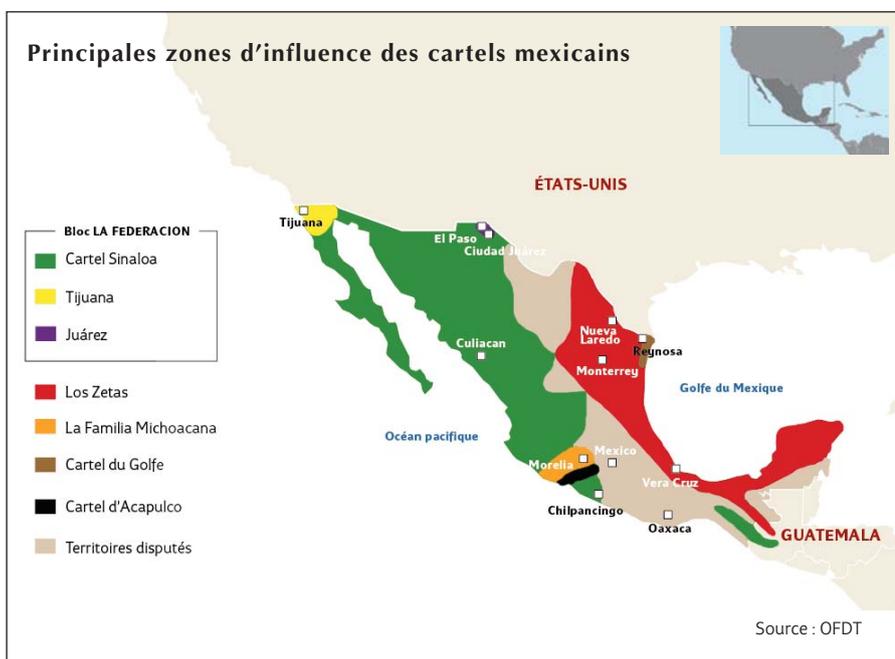
Dans d'autres régions, certaines organisations jouissent même du soutien d'une partie de la population⁸ du fait de la faiblesse historique de l'État et de son incapacité à répondre aux besoins sociaux d'une partie significative de sa population. Ainsi dans le Michoacán, la bande criminelle dite de La Familia Michoacana avait la particularité d'investir dans le financement d'écoles et la protection sociale des plus pauvres, palliant ainsi les carences présumées de l'État fédéral. En 2010, après la mort de son chef, Nazario Moreno González, abattu par la police mexicaine, ce cartel a été capable de mobiliser, et pas seulement par la contrainte, des centaines d'habitants de l'État afin de manifester publiquement leur soutien à l'organisation criminelle. D'ailleurs, la grande misère sociale, largement engendrée par l'exode rural, permet aux cartels de puiser, quand ils n'ont pas recours aux recrutements forcés, de la main-d'œuvre – notamment des tueurs (*sicarios*) et des passeurs – au sein des habitants des bidonvilles qui ceinturent les grandes agglomérations et de passer des accords avec les *pandillas* (groupes de délinquants organisés sur le modèle des gangs américains), très puissantes dans certaines zones comme les *Aztecas* et les *Mexicles* dans la ville de Ciudad Juárez.

Ces prises de contrôle sont accompagnées de meurtres contre les concurrents directs et les forces de l'ordre et font de certains endroits du Mexique les zones parmi les plus criminogènes du monde. Ainsi la ville frontalière de Ciudad Juárez, où passerait près de 40 % de la cocaïne destinée aux États-Unis, affiche le taux d'homicides le plus élevé de la planète avec 10 000 homicides depuis cinq ans⁹.

Le dernier phénomène en date très inquiétant pour le Mexique est constitué par l'émergence dans certaines zones, à l'instar de ce qui s'est passé en Colombie dans les années 1990 [7], de bandes de paramilitaires destinés à combler les défaillances de la police et de l'armée. Dans l'État de Veracruz, situé le long du golfe du Mexique, est apparu en 2011 un nouveau groupe, les Mata-Zetas

8. Il existe au Mexique, comme dans d'autres pays d'Amérique latine, des traditions populaires s'organisant autour de cultes religieux consacrés à des figures célèbres du banditisme, considérées comme un instrument de résistance à l'État. C'est le cas notamment du culte de Jesus Malverde, une sorte de Robin des bois qui opéra dans le Sinaloa au début du XX^e siècle. Cette dévotion s'exprime aussi dans l'art populaire notamment les chansons, les *narco-corridos*, écrites à la gloire des trafiquants.

9. À titre de comparaison, la France, peuplée de 60 millions d'habitants, compterait environ 500 homicides par an, contre 2 000 à Ciudad Juárez, ville de un million d'habitants.



(« tueurs de Zetas »), qui semble bénéficier à la fois de l'appui de fractions de l'élite politique et économique locale et du cartel du Golfe.

Cette situation globale produit des effets économiques désastreux pour l'économie légale. En 2011, l'insécurité aurait provoqué, selon le patronat mexicain, la cessation d'activités de 160 000 entreprises et une très importante baisse des recettes touristiques du pays estimée à environ 1 milliard de dollars en cinq ans¹⁰.

En Amérique centrale

La montée en puissance des cartels puis la prise de leadership sur le marché de la cocaïne ont conduit les organisations criminelles à développer leur internationalisation et leur implantation dans les pays de transit de la cocaïne. Depuis quelques années, c'est une véritable économie de comptoir qui s'est mise en place dans l'isthme centre-américain, destinée à réceptionner la cocaïne pour la réexpédier au Mexique avant de la faire passer aux États-Unis. Aujourd'hui, le Guatemala, le Salvador, le Honduras et le Nicaragua voient s'implanter des filiales des différents cartels mexicains, lesquels profitent de la faiblesse des États, marqués, qui plus est, par des guerres civiles politiques encore récentes qui ont laissé des traces toujours profondes, notamment en termes de déstructuration sociale. Du fait de cette implantation, on assiste à une véritable « mexicanisation » de la vie sociale avec une montée irrésistible de la violence et de la corruption. Ainsi, au Salvador, le cartel de Sinaloa s'appuie sur les bandes de jeunes délinquants, les Maras [8], très importantes dans ce pays. Au Guatemala, situé à la frontière sud du Mexique, et devenu l'épicentre régional du trafic de cocaïne, les Zetas se sont installés dans la région de Petén en s'appuyant sur d'anciens militaires des unités d'élite de l'armée, les Kaibiles, destinées, à leur création en 1975, à lutter contre les guérillas très actives à l'époque. Tout cela s'accompagne d'une augmentation des homicides. Aujourd'hui le Honduras, véritable hub (zone de rebond) pour la cocaïne arrivant par *lanchas* (embarcations maritimes rapides) et avionnettes en provenance de Colombie, est le pays qui compte le taux d'homicides le plus élevé au monde.

Vers l'Europe ?

Si, actuellement, l'essentiel de l'activité du crime organisé mexicain est focalisé sur le marché nord-américain des drogues, il semble qu'un certain nombre

d'organisations mexicaines s'intéresseraient au marché européen de la cocaïne, lequel est en train de devenir le premier au monde [3], au point qu'Interpol considère cette possibilité comme une « menace majeure ». Selon l'enquête Crimine 3, rendue publique le 14 juillet 2011, du procureur italien de Reggio Calabria, la 'Ndrangheta, organisation calabraise mafieuse principale responsable de l'importation de cocaïne en Europe, se serait alliée avec les Zetas pour l'exportation de cocaïne colombienne depuis le Mexique via New York (États-Unis). D'ailleurs, le même mois, les services répressifs italiens interpellaient 45 trafiquants de la 'Ndrangheta collaborant avec les Zetas. Plus récemment, en mai 2012, la police italienne, assistée de la DEA, annonçait la mise au jour d'un réseau de trafic transnational de cocaïne colombienne, impliquant cette fois-ci la Camorra napolitaine, à destination de l'Italie, via Amsterdam, qui avait pour épicerie la ville mexicaine de Monterrey où les Zetas sont très enracinés. De plus, selon certaines enquêtes, on assisterait d'ores et déjà à une implantation des organisations mexicaines dans l'ouest et le nord de l'Afrique, zones de passage de plus en plus utilisées par le trafic international pour accéder à l'Europe. Par ailleurs, l'envoi par les Zetas de Salvadoriens appartenant à la Mara Salvatrucha en Espagne viserait à déloger les organisations colombiennes bien implantées dans ce pays, ce qui pourrait aboutir à des règlements de compte sanglants sur le sol européen.

Conclusion

De ce tableau de la réalité mexicaine et régionale, il est difficile de dégager des aspects positifs. Les cartels ont atteint un niveau de puissance et de corruption [9]

tel que la guerre déclarée par l'État mexicain paraît plus que jamais difficile à gagner et que les tueries et massacres spectaculaires pourraient, selon certains spécialistes, « se poursuivre durant une décennie comme un long cauchemar pour le Mexique » [10]. D'autant plus que l'adhésion de la population, marquée par ces années de terreur, semble de plus en plus faire défaut à un gouvernement, qui ne peut plus compter que sur le soutien, parfois encombrant, compte tenu de l'histoire du Mexique, des États-Unis. Ainsi, l'année 2011 a été marquée par des marches pour la paix destinées à faire pression sur les autorités politiques pour qu'elles remettent en cause leur stratégie de lutte frontale contre le crime organisé, tandis que des personnalités issues du monde universitaire et intellectuel toujours plus nombreuses plaident pour une révision radicale du paradigme répressif qui sous-tend la politique internationale de guerre à la drogue depuis une quarantaine d'années.

Dans un tel contexte, les élections présidentielles de juillet 2012 vont probablement constituer aussi un référendum sur la politique du gouvernement de Felipe Calderón depuis 2006. Au vu des enquêtes d'opinion, qui annoncent une victoire du candidat du PRI, Enrique Peña Nieto, il semble que le résultat laisse peu de place pour le doute et ne soit guère favorable à l'actuelle présidence. Une nouvelle période pourrait s'ouvrir au Mexique marquée par un retour au statu quo qui prévalait avant les années 2000 et caractérisé par une sorte de coexistence pacifique entre l'État et les bandes criminelles.

10. « Mexique : l'insécurité a contraint 160 000 entreprises à fermer en 2011 », AFP, 4 avril 2012.

Bibliographie

[1] GRILLO (I.), *El Narco. La Montée sanglante des cartels mexicains*, Buchet Chastel, 2012.

[2] LONGMIRE (S.), *Cartel, the Coming Invasion of Mexico's Drug Wars*, Palgrave, 2011.

[3] UNODC (United Nations Office on Drugs and Crime), *World Drug Report*, United Nations, New York, 2011.

[4] GRAYSON (G.W.), *Mexico, Narco-Violence and a Failed State ?*, Transaction Publishers, 2010.

[5] SAULOY (M.), LE BONNIEC (Y.), *À qui profite la cocaïne ?*, Calmann-Lévy, 1992.

[6] MUSSET (A.), *Le Mexique*, Presses universitaires de France, 2010.

[7] PECAUT (D.), *Les Farc, une guérilla sans fins ?*, Editions Lignes de repères, 2008.

[8] FAUX (F.), *Maras, gangs d'enfants : violences urbaines en Amérique centrale*, Autrement, 2006.

[9] HERNANDEZ (A.), *Los Señores del narco*, Grijalbo Mondadori, (Mexique), 2010.

[10] RAVELO (R.), *El Narco en México; historia e historias de una guerra*, Grijalbo Mondadori, (Mexique), 2011.

L'auteur, Thierry Colombié, livre ici un ouvrage ambitieux sur une thématique difficile à appréhender du point de vue des sciences sociales : le trafic international d'héroïne à travers le cas de la *French connection*. Après de nombreuses années consacrées à décortiquer des archives judiciaires et grâce aux témoignages d'une quinzaine d'acteurs du milieu, il parvient à dépeindre très précisément cette organisation. La filière de production d'héroïne s'articulait autour de la France, notamment depuis le sud-est de l'Hexagone. Le cheminement était le suivant : le pavot à opium était cultivé en Turquie et au Liban, lequel était utilisé comme matière première pour la production de morphine base. Cette dernière était importée en France par des réseaux proches de la diaspora arménienne installée à Marseille, pour y être transformée en poudre blanche (la « marseillaise ») dans les laboratoires clandestins où officiaient une catégorie d'acteurs qui s'est singularisée dans cette filière : les chimistes. Convoités par les organisations criminelles, ils avaient un « tour de main » leur permettant de transformer la morphine base en une héroïne de grande pureté avec une perte limitée (1 kg de morphine base pour un peu moins de 1 kg d'héroïne). Ensuite, l'héroïne était acheminée jusqu'aux Amériques. On la retrouvait fortement coupée dans les faubourgs des grandes villes américaines. La vente en gros était assurée sur le continent américain par des organisations italo-américaines.

L'ouvrage, de 200 pages, est composé de deux chapitres ; le premier s'attache à analyser la structure oligopolistique du marché de l'héroïne « marseillaise » et le second s'efforce de mettre en lumière les stratégies des firmes trafiquantes. Au-delà de ces notions, il s'agit de comprendre les rivalités, les conflits et les ententes entre organisations pour parvenir à accaparer les marges financières. Pendant plusieurs décennies, en gros de 1935 à 1985, ce sont plusieurs tonnes d'héroïne qui seront exportées vers les États-Unis, grâce notamment aux structures préexistantes de solidarité transnationales de la communauté corse, nées des vagues de migration.

Les équipes françaises réaliseront des bénéfices majeurs qui se chiffrent dans la durée à plusieurs centaines de millions de francs. Pour le partage de ce magot, l'auteur distingue trois catégories d'équipes : les équipes isolées, les grandes équipes et les structures. A fortiori, plus les équipes sont structurées, plus elles sont professionnalisées et parviennent à contourner les dispositifs de répression grâce, notamment, aux pratiques corruptives.

Thierry Colombié montre bien comment la filière de l'héroïne a servi de matrice – du fait de l'accumulation primitive du capital réalisé grâce à l'héroïne – à la création de véritables entreprises criminelles investies dans les flux illicites transnationaux. Les sommes colossales engrangées par cette filière française permirent ainsi aux opérateurs, d'une part, d'asseoir leur emprise sur les activités illégales (contrebande d'alcool, de tabac, traite des blanches), et, d'autre part, de placer les bénéfices dans des activités légales (cafés-bars, restaurant, hôtels, etc.). L'héroïne aura permis le décollage économique puis la pérennité d'un « milieu français » internationalisé qui ressortira profondément transformé de cette période en faisant montre d'une capacité d'adaptation à la répression et aux concurrents potentiels venant de pays tiers (Italie, Turquie, États-Unis, Chine...).

Grâce à un examen minutieux des dossiers de justice et des témoignages recueillis sous le sceau de la confiance, l'auteur développe des notions sui generis : « structure trafiquante » ou « coterie trafiquante » qui mériteraient une analyse approfondie portant sur les mécanismes, processus et logiques. Ce faisant, cela nous conduirait inexorablement sur le terrain, tout aussi difficile, de la corruption.

Nacer LALAM (INHESJ)



Thierry Colombié
La French Connection, Les entreprises criminelles en France, Éditions Non Lieu (Collection OGC) 2012

À signaler

Drogues, enjeux internationaux signale quelques rapports et publications récentes sur la question de l'offre de drogues.

Ouvrages

COUTANSAIS (C.P.), *Géopolitique des océans, l'eldorado maritime*, Ellipses, 2012. Le commerce maritime est un élément décisif de la mondialisation marchande, tant dans sa dimension légale que criminelle. L'auteur consacre notamment un chapitre de son ouvrage aux routes océaniques du trafic de drogues.

GAYRAUD (J.-F.), THUAL (F.), *Géostratégie du crime*, Odile Jacob, 2012.

Un entretien en forme d'état des lieux sur la criminalité mondiale saisie dans sa dimension géopolitique. Sont abordés notamment les effets destructeurs des trafics de drogues sur l'existence de certains États à travers les cas mexicain et colombien.

KOUTOUZIS (M.), PEREZ (P.), *Crime, trafics et réseaux, Géopolitique de l'économie parallèle*, Ellipses, 2012.

Un livre sur l'économie mondiale de l'illicite, qui fait une large place aux trafics de drogues.

MACCAGLIA (F.), MATARD-BONUCCI (M.-A.), *Atlas des mafias*, Éditions Autrement, Courrier international, 2012. 90 cartes et graphiques en couleurs pour appréhender le rôle des mafias dans le monde avec un chapitre sur le commerce mondial des stupéfiants.

RAUFER (X.), *Les Nouveaux Dangers planétaires*, coll. Biblis, CNRS Éditions, 2012.

Comment faire face aux nouveaux dangers liés au crime organisé sur une planète où un nouvel ordre peine à émerger ? « Chaos », « zones grises », « décollage précoce », « hybrides », un tour d'horizon des concepts appliqués à des situations concrètes afin de penser les nouvelles réalités criminelles.

RONCAGLILO (S.), *La Quatrième Épée, L'histoire d'Abimael Guzman et du Sentier lumineux*, Cerf, 2012.

Retour sur la guérilla maoïste péruvienne, qui ensanglanta le Pérou dans les années 1980. Défaite militairement, elle subsiste encore dans certaines régions de ce pays grâce au trafic de cocaïne.

Rapports internationaux

OICS (Organe international de contrôle des stupéfiants), *Rapport 2011*, Nations unies, New York, 2012.

Observatoire européen des drogues et des toxicomanies (OEDT), *Cannabis production and markets in Europe*, OEDT, Lisbonne 2012.

Ce document analyse l'évolution récente de la production d'herbe et sa part de marché dans les pays membres de l'UE.

Sous la direction de : Alain Bauer / Maud Pousset
Directrice de la publication : Maud Pousset
Coordination éditoriale : Michel Gandilhon, Julie-Émilie Adès
Comité de rédaction : Nathalie Dellali (OCRTIS), Stéphane Quéré (DRMCC/Paris-II), David Weinberger (INHESJ)
Documentation : Isabelle Michot, Anne de l'Épervier
Infographiste : Frédérique Million
Remerciements à Pascal George (OCRTIS) et à Éric Janssen (OFDT)

Crédits photos - © Fred Goldstein, Samuel Maissonnier, Orlando Bellini (fotolia) et Frédérique Million (OFDT)



3, avenue du Stade-de-France
93218 Saint-Denis-La-Plaine cedex
Tél. : 01 41 62 77 16
Fax : 01 41 62 77 00
e-mail : ofdt@ofdt.fr